

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19534 - 76ÈME ANNÉE

Plus de croisières aux Seychelles, Emirates licencie le tiers de son personnel

Le modèle actuel de tourisme ne peut pas survivre au coronavirus



Des avions qui atterrissent l'un après l'autre à Gillot en provenance de France. Cette image appartient au passé et risque bien de ne pas revenir.

La fermeture des Seychelles pendant deux ans aux bateaux de croisière et le licenciement du tiers des effectifs d'Emirates, compagnie aérienne en pleine dynamique avant la crise, soulignent que dans notre région et ailleurs dans le monde, beaucoup pensent que le modèle de l'industrie touristique ne survivra pas à la crise du coronavi-

rus. D'où la nécessité d'envisager un autre développement, ce qui ne semble pas être le chemin suivi à La Réunion où certains pensent qu'en y mettant les subventions et en demandant à l'État de supprimer la quarantaine à l'entrée à La Réunion, il sera possible de repartir comme avant. C'est à l'opposé du choix responsable fait par les Sey-

chelles.

L'épidémie de coronavirus a entraîné une remise en cause radicale de nombreuses certitudes. L'industrie du tourisme en fait partie. Avec une épidémie d'une telle ampleur et sans vaccin, qui peut croire que tout va reprendre

comme avant au bout de quelques mois ?

Plusieurs informations rappellent cette réalité que certains vendeurs d'illusion à La Réunion semblent ignorer et font en tout cas ignorer à la population.

Plus de croisières aux Seychelles

La première information capitale vient des Seychelles. Cet État de notre région est peuplé de moins de 100.000 habitants, et le tourisme est donc une source importante de recettes. Malgré cela, les Seychelles ont décidé d'interdire pendant 2 ans toute arrivée de bateaux de croisière dans ses ports. Cette mesure vise à éviter toute résurgence de l'épidémie de COVID-19 aux Seychelles. En effet, grâce à la fermeture de l'aéroport au trafic passagers, les Seychelles ont réussi à se préserver de l'épidémie. Au plus fort de la crise, moins de 20 cas étaient dénombrés, et cela fait depuis près de trois semaines qu'aucun nouveau cas n'a été révélé.

A La Réunion, une telle éventualité ne manquerait pas de soulever quelques indignations. Aux Seychelles, c'est le choix de la raison et de la responsabilité. En effet, le directeur de Seychelles Ports Authority a déclaré : « La Seychelles Ports Authority apprécie le fait que le gouvernement ait pris une décision prudente pour atténuer l'impact que COVID-19 pourrait avoir à moyen terme. Il convient de noter que l'industrie des croisières a été un catalyseur majeur par lequel le COVID-19 s'est propagé à travers le monde (...)il est important de reconnaître le fait que le facteur de risque d'une résurgence du COVID-19 aux Seychelles l'emporte de loin sur le coût d'opportunité de ne pas avoir des escales de croisière dans le port pour les deux prochaines années ».

Emirates licencie un tiers de ses effectifs

C'est du Moyen-orient que vient l'autre information capitale : Emirates s'apprête à licencier 30.000 salariés sur 105.000, soit quasiment le tiers de ses effectifs.

Avant la crise du coronavirus, Emirates n'était pas dans une situation aussi inquiétante que d'autres compagnies comme Air Austral. Sa santé était si vaillante, que Emirates avait sérieusement rebattu les cartes de l'offre de vols long-courrier intercontinentaux ce qui obligea les anciens majors à revoir leur stratégie sans pouvoir trouver la parade à la croissance d'Emirates et des autres compagnies du Golfe comme Ethiad ou Qatar Airways. C'est ce que rappelle la création par Air France de Joon, une low-cost long-courrier qui n'a pas réussi.

Pour la direction d'Emirates, les choses sont claires, « nous prévoyons qu'il faudra au moins 18 mois, avant que la demande de voyages ne revienne à un semblant de normalité », a dit son PDG, le Sheikh Al Maktoum.

Si une compagnie en pleine croissance décide de se séparer du tiers de son effectif, c'est bien parce qu'elle pense que croire que tout va revenir comme avant est une illusion. D'où l'importance de revoir le modèle, et ce sont les salariés qui paient par la perte de leur emploi le coût de cette crise.

Le tourisme sous perfusion à vie de la Région Réunion ?

A La Réunion, des professionnels du tourisme et la Région n'en sont pas encore à ce niveau de réflexion. Ils tentent de colmater les brèches, priant le gouvernement de prendre des mesures pour supprimer toute quarantaine, une me-

sure suicidaire compte-tenu du taux de prévalence du COVID-19 en France. Pendant ce temps, le contribuable réunionnais, via la Région Réunion, est prié de payer encore pour un « bon » supplémentaire : après le « bon » pour payer moins cher l'avion, le « bon » pour avoir un ordinateur gratuit, c'est un « bon » de 300 euros qui est proposé à condition de le dépenser chez des professionnels du tourisme à La Réunion.

Or, il est clair que si à La Réunion, certains pensent que tout va redémarrer comme avant, alors le seul moyen est de subventionner à vie par la Région Réunion toutes les structures qui vivent du tourisme dans notre île.

En effet, les principaux pays émetteurs de touristes pour La Réunion se situent dans l'épicentre de l'épidémie. Et plus largement, les habitants de l'Europe occidentale et les États-Unis sont confrontés à une crise sanitaire toujours pas résolue, qui est devenue aussi crise économique et sociale. Faute de vaccin contre le coronavirus, la règle reste l'application des mesures barrière et de la quarantaine dans des pays comme La Réunion. Cela signifie par exemple la fin des voyages long-courrier dans des avions transportant plus de 400 passagers venus pour une ou deux semaines. En effet, à quoi bon dépenser des milliers d'euros pour passer ses vacances enfermé dans un hôtel ou dans une chambre pendant 14 jours ?

Pour les Seychelles, c'est la fin des croisières pendant deux ans, et gagnons que d'autres pays imiteront cette initiative responsable qui casse un des vecteurs de l'épidémie.

Vivre avec le coronavirus, cela signifie revoir totalement le modèle du tourisme et non pas bercer la population d'illusions à coup de subventions qui sont financées par la même population, et de propositions qui mettent en danger la santé de cette même population.

Edito

Pour un calendrier scolaire climatique, « comme en France » !

C'est bientôt la fin de l'année scolaire et le début des « grandes vacances ». Les températures ont bien baissé. L'air est frais. On peut s'adonner aux activités de plein air. Un climat propice, paradoxalement, aux apprentissages. Pas comme en décembre, janvier ou février, où il fait tellement chaud...

En France, lorsqu'il faut chaud, il n'y a plus classe. C'est l'été. En fait c'est quasiment tout l'hémisphère Nord qui place les « grandes vacances » en été. Leur été, de juin à septembre. Et les pays de l'hémisphère Sud font de même. Leurs « grandes vacances » ont très majoritairement lieu en été. Leur été, de novembre à février. Ainsi, cette année, l'année scolaire va du 10 janvier au 6 novembre à l'île Maurice, du 20 janvier au 5 décembre aux Seychelles, du 17 janvier au 19 décembre en Nouvelle Calédonie, du 3 février au 16 décembre au Brésil...

La seule raison pour laquelle on impose à la communauté éducative réunionnaise un calendrier contre-naturel réside dans la prétendue conformité de celui-ci avec le calendrier hexagonal. Arguant qu'à la fin d'un cycle scolaire, les élèves et professeurs réunionnais s'insèrent « naturellement » au rythme hexagonal (par extension Nord-Occidental) et inversement. C'est nier d'évidentes réalités :

Primo, c'est reconnaître qu'on impose ce calendrier contre-naturel à plus de 250 000 élèves, professeurs, techniciens et administratifs, pour un hypothétique confort d'une demi-douzaine de milliers d'étudiants et de professeurs en mutation ;

Secundo, les élèves et professeurs brésiliens, néo-calédoniens, mauriciens ou seychellois n'ont aucun souci d'adaptation aux écoles et universités françaises, britanniques ou américaines... et inversement. Au contraire, les semaines intercalaires entre les deux calendriers sont mises à profit pour peaufiner leur rentrée dans les meilleures conditions pratiques, financières et culturelles.

Qui pense que les Réunionnais en seraient moins capables ?

Philippe Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Ot é

Madégaskar i guéri pa in sèl malad avèk zot tizane mirak ! Asiz dsi ti ban don !

Mé zami, mi sava done azot inn-dé rézilta dsi lo covid-19 dann Madégascar. La pa pou done banna in shèk an blan. La pa pou dir azot mi pran sa konm parl lévanzil mé sinploman pou fé romark désèrtin si zot i di kékshoz lé pli préférab sa lé a popré vré, sansa i fo kant mèm donn bann shif kontradiktoir é pa déklar in n'afèr konm sèk moin la antann dann in zournal parlé dsi in radyo. La pa bézoin mi di lokèl, mé sak la antann moin lé sir zot lété shoké konm moin.

Donk lo zoinalis i déklar na poin okin malad i guéri Madégaskar é pandann tan-la, lo prézidan La républik malgash i pass son tan pou fé la piblisité pou in tizane banna la trouvé laba dann gran péi-la, gran konm La frans épi la Belgique réini. Kozman-la la fé tilt dann mon tête é l'èr ki lé, kan mi sava fé mon modékri, pou zoinal mardi mi di, dann mon kèr, m'alé rogard kosa L'express Madagascar i ékri par raport asa-par raport in kozman matraké konmsa.

Ala sak moin la trouvé. Ala bann shif ofisyèl bann z'otorité malgash i done pou lo 18 moi d'mé 2020 :

- konbien ka pozitif : 322 .13 nouvo malad ospitalizé -1 form grav mé moin la vi kékpar lo malad lé désédé-Sink nouvo guérizon donk in total 179.-san soisnat dis nèf pèsone guéri é pa zéro konm moin la antann dann radyo.

Mi konpran i pé di si, i pé di la, i pé di finalman néna in bonpé malad gouvèrnman i koné mèm pa mé alé di néna poin in sèl gérizon. Ala in manyèr kalkil mantèr, in manyèr tronp demoun, é fé pran anou véssi pou lanterne, po d'shanm pou pla kouvèr.. Ala in ma yèr atak lo tizane covics-organik bann syantifik malgash la trouvé épi zot la fine anvoye gratos dann plis vin péi. Pa La Rényo ! Isi ni pran médikaman blan nou !

Moin pèrsonèlman, mi sava pa anparl azot médikaman mirak, sèl trètman kont lo covid. Mi sava pa vant azot la kapasité nout bann frèr é sèr malgash. Mé mi pouré di kant mèm Madégascar i fé bann mask par milyon é d'après sak i di néna rényoné i ashète sa par kantité. Mi pouré dir azot bann sitoiyin malgah i respèk la plipar d'tan bann zèst sékirité. Mi pouré mèm dir azot bann malgash i pé sèrv modèl inn-dé péi sivilizé konm zot i apèl azot, zot mèm. Mé konm i di, ni vé ni vé pa, bodruch in zour sa i dégonf sa ! Tardra, viendra !

Justin